

# SCOTERS

---

## Séminaire de mise en œuvre

Réunion débat du 5 février 2007  
à Ostwald

### Compte-rendu du débat avec le public participant dans la salle



## Premier débat : « Articuler Urbanisation et Transports en commun »

### Interventions du public dans la salle

M. Ken : « En ce qui concerne l'aménagement des gares dans nos communes, nous avons un problème pour les parkings avec le manque de foncier. Comment gérer cette situation ? Nous ne trouvons pas de solution avec la SNCF et RFF. »

Alsace Nature à Lipsheim : « Concernant la question des gares et des déplacements en train pour les communes périphériques, il y a aussi le problème du besoin d'augmentation du cadencement, le manque de parkings relais et d'espaces sécurisés pour les vélos. La SNCF manque de place pour accueillir les vélos dans les trains. Que faire ? »

Élu de Vendenheim : « Notre commune s'inscrit pleinement dans la politique du SCOTERS en cherchant les solutions alternatives à la voiture. Mais comment gérer les conséquences de la baisse des arrêts de train dans notre commune ? »

Représentants de la commission du SCOTERS : « Concernant les problématiques de l'urbanisation et des gares, la commission travaille pleinement sur le sujet. C'est vrai qu'il y a un certain nombre de résistances extérieures constatées. Le cas du futur nœud intermodal d'Ostwald en est un bon exemple. Cela n'empêche pas de motiver les demandes de coopérations avec la SNCF. Ceci aboutit à imaginer des hypothèses de travail intéressantes à terme. »

M. Fernic : « À propos du développement des transports en commun, l'horizon n'est pas totalement dégagé. Pour prendre l'exemple du cadencement tram-train, il y a encore de gros progrès à faire. »

Le président du CADR 67 : « Pour développer l'usage du vélo, il faut faire un travail sur l'ordre des priorités. Par exemple, au moment où on élabore les documents d'urbanisme, il faut intervenir en amont de la planification pour pouvoir mettre en place les structures adaptées aux vélos comme les accès des écoles, les places de stationnement des vélos, les abris adaptés, etc... Il faut inverser les priorités, penser le vélo dès le début des projets. »

## « Engager les démarches de partenariat »

Représentant de RFF : « C'est vrai qu'il y a de nombreuses contraintes constatées dans les projets. Les solutions ne sont pas toujours faciles à trouver. Mais il est essentiel de savoir que RFF est toujours à l'écoute et prêt à engager les démarches de partenariat. De nombreux exemples en témoignent. »

### Premiers éléments de conclusion et réactions du Président

On note la volonté des communes à aller dans le sens des orientations du SCOTERS, de développer les transports en commun, de repenser l'aménagement des gares, développer l'usage du vélo. Il vrai aussi que de nombreux freins apparaissent comme le manque de foncier ou de moyens financiers.

La complexité des problématiques en matière d'urbanisation et de transports en commun montre qu'il y a une nécessité de renforcer les coopérations à tous les niveaux pour trouver des solutions adaptées.

Le débat montre que le besoin de mettre en avant les priorités du vélo, des piétons, des gares et autres alternatives à la voiture est une position actée par le plus grand nombre. Ceci confirme les grandes orientations qui ont été arrêtées par le SCOTERS. L'enjeu repose actuellement sur la question de la mise en œuvre.

Un changement de mentalité est à l'œuvre chez tous les publics, aussi bien élus, que professionnels ou usagers. Le chantier des coopérations pour la réalisation de ces nouvelles priorités est pleinement ouvert. La phase de mise en œuvre du SCOTERS est en marche.

## **Second débat : « Produire 4000 logements par an »**

### **Interventions du public dans la salle**

De nombreuses prises de position du public dans la salle confirment les propos tenus par les invités à la tribune quant aux difficultés à tenir les objectifs de production de 4000 logements par an pour les 139 communes de la région de Strasbourg.

Les freins constatés sont de tous ordres, financiers, techniques, administratifs... à l'exemple de l'élu d'une petite commune du nord du Kochersberg, M. Toussaint : « Nous n'avons pas de problème de circulation dans notre commune. Nous avons un projet de lotissement. Et pourtant notre difficulté d'aboutir provient du refus des services instructeurs. »

Pour un élu de Schiltigheim, tenir cet objectif de 4000 logements par an peut aller jusqu'à une situation « d'angoisse » pour la collectivité tellement les marges de manœuvre sont devenues étroites. La difficulté est autant de tenir les objectifs quantitatifs que qualitatifs. Surtout quand on fait aussi le constat que l'État met en vente les terrains dont il dispose au plus offrant.

### **« Des initiatives innovantes »**

Pourtant, les témoignages ne manquent pas de voir ici et là des initiatives innovantes en matière d'aménagement ou de coopérations.

Monsieur Vogel intervient pour rappeler que la Région Alsace est présente et très mobilisée sur la question des logements.

Le représentant de l'État, Emmanuel de Lanversin, précise que le rythme de construction est quand même important en France. L'État est et reste mobilisé sur la question du foncier, notamment en partenariat avec le Conseil Général. Un effort important est également mis sur les logements vacants.

Des réflexions sont menées sur le patrimoine immobilier de l'État, comme, par exemple, la question des locaux de la DDAF.

Un architecte suggère une piste : « Si on a du mal à atteindre l'objectif de 4000 logements par an, ne faudrait-il pas imaginer un autre type d'urbanisme ? Des exemples existent comme l'idée de la ville polycentrique ou encore l'expérience de l'Allemagne qui développe des projets de construction sans être propriétaire. »

Monsieur Faber précise qu'en ce qui concerne la problématique du logement aidé, il existe déjà un arsenal de solutions techniques à mettre en œuvre comme les PLU. Ces dispositions permettent de répondre à un certain nombre d'urgences comme la préservation des terrains autour des transports collectifs.

Le directeur de l'agence d'urbanisme, Hervé Leroy, souligne qu'il y a un problème de financement nécessitant la recherche d'un nouvel équilibre quand on constate que 70 % des ménages se trouvent en situation de besoins sur la question du logement alors que le pourcentage de logements disponibles répond à 25 % des besoins. Il va falloir que tout le monde y mette du sien pour avancer sur ces questions essentielles. Il va falloir mener de véritables initiatives publiques sur la question du foncier.

Ce constat est confirmé par le représentant d'Habitat moderne qui souligne la baisse des aides sur le logement aidé proportionnellement à l'augmentation du coût des logements.

## **En conclusion...**

### **Pour le second débat sur la question de l'objectif de produire 4000 logements par an**

Le Président du Syndicat Mixte, Robert Grossmann, adresse aux participants un message fort.

« Nous avons l'obligation de tenir l'objectif des 4000 logements par an pour ne pas régresser. Il en va de même pour être à la hauteur de pouvoir répondre aux besoins des entreprises, de l'aéroport, du Parlement...

Permettre d'accompagner la croissance n'est pas du seul ressort des entreprises, c'est aussi une nécessité collective. Il faut réagir de manière fortement mobilisée. L'offre en logements doit répondre à cet impératif.

### **« Engager une réflexion nouvelle »**

Il est vrai que le temps est venu d'engager une réflexion nouvelle sur le sujet. Il y a un besoin incontournable d'innover en ce domaine.

En prenant pour exemple le cas du quartier de la Robertsau avec la fin de l'activité agricole et la vente des terrains au plus offrant qui s'en suit. Les jeunes ménages sont contraints de partir s'il n'y a pas de réponses en logements aidés. De nouveaux programmes ont vu le jour et ils sont tout à fait satisfaisants.

Ce qu'il faut, c'est démythifier le logement social en logement aidé. Un changement d'image, un changement de regard, un changement de mentalité est à opérer.

Il faut par conséquent avancer pour ne pas régresser.

Le SCOTERS a donné les grandes lignes. À nous de relever le défi avec courage et volonté. »